

TRIBUNE

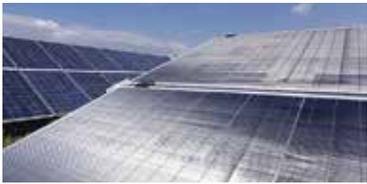
LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 2 | MERCREDI 21 FÉVRIER 2024

Sommaire

Édito – Mibé	2
Recommandations de vote	2
Message de la présidente	3
Politique communale Yverdon	8
Point fort – Les députés en action	10-12
JLRV – Nomination au PLR Vaud	13-14
Dans le monde	15
Frivolités essentielles	16

Sécurité et action

Stop à la politique de l'autruche...



Politique fédérale
Retarder la transition énergétique est irresponsable
Page 4



Économie
La nécessité du libre-échange
Page 5



Santé
Les questions à se poser en termes de santé
Page 9



Agriculture
Y'en a ras-la-patate !
Page 11



L'Occident a la fâcheuse habitude de regarder ailleurs quand la maison brûle... Par peur de l'escalade, beaucoup d'attentisme et pendant ce temps-là la démocratie est attaquée, villipendée. On a besoin d'un sursaut de courage et d'action pour se protéger des menaces bien réelles. Analyse et commentaire...

Pages 6-7

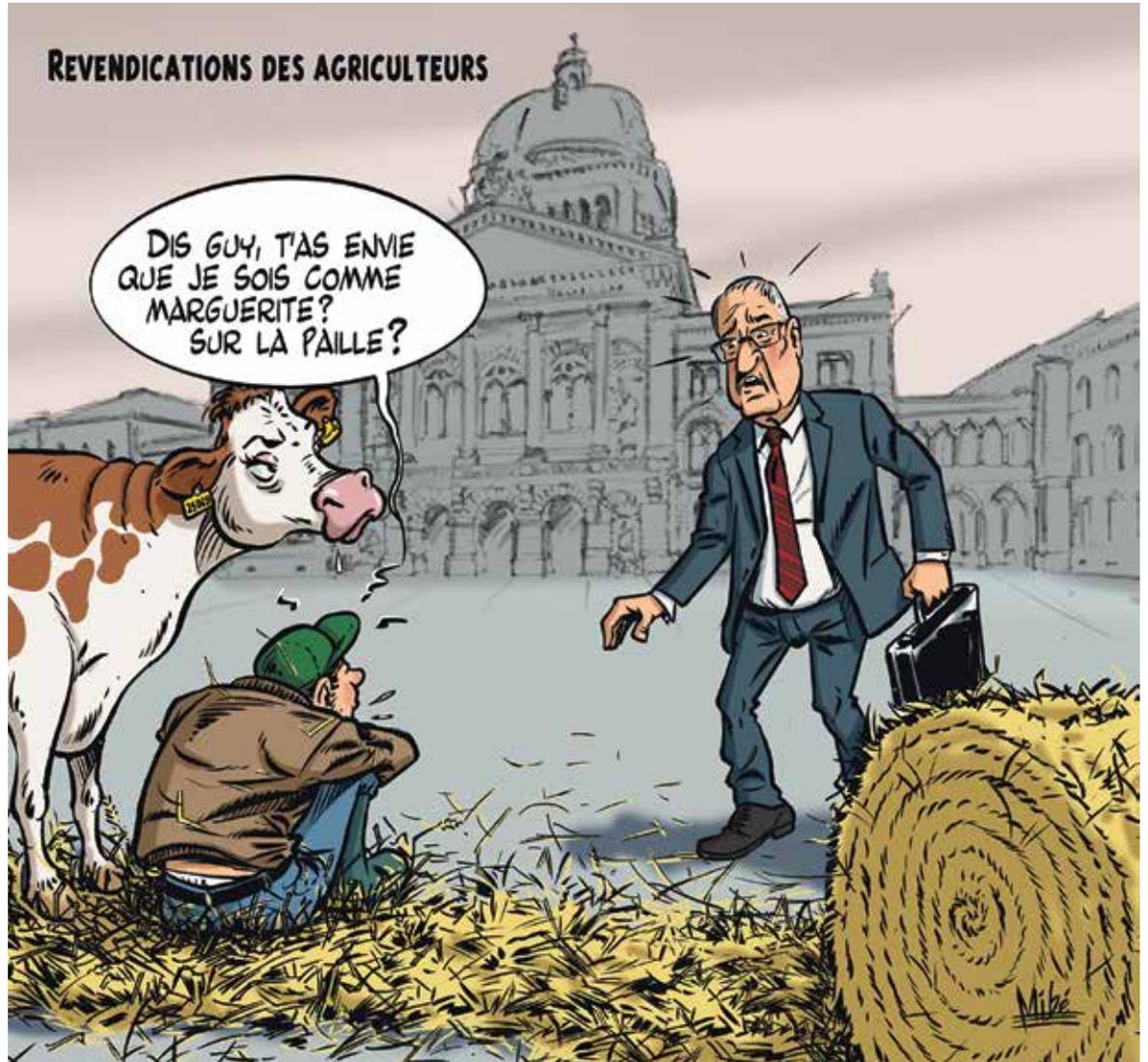
Agir maintenant

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Le monde est en train de changer sans pour autant que nous ayons pris suffisamment conscience des changements qu'il imposera, à court et moyen termes déjà. Une porte d'incertitude mondiale s'est ouverte le 24 février 2022 avec l'agression russe en Ukraine. Bien des signes précurseurs avaient été négligés pour ne pas agir. Une deuxième porte d'insécurité s'est ouverte au Proche-Orient le 7 octobre où le commerce maritime international est aujourd'hui mis à l'épreuve, avec des conséquences directes sur les prix et sur la prospérité de nos pays européens. Sans oublier le canal de Panama qui lui est à sec pour des raisons climatiques.

Deux années de guerre en Europe, une défaite possible de l'Ukraine, un retrait américain probable, une OTAN qui pourrait ne plus être, la mort en captivité d'Alexeï Navalny auront d'un coup ouvert les yeux à ceux qui avaient peur de l'escalade. Et créer une sorte d'électrochoc. Il était temps. La Conférence sur la sécurité à Munich il y a quelques jours aura été ce moment d'histoire qui marque une nouvelle ère. Voilà que nous comprenons que nous sommes en danger. Le ton et le verbe ont changé. Poutine fait de cette guerre une guerre de civilisation. Alors défendons la nôtre. Sans attendre. Cessons de regarder ailleurs, de tergiverser. La démocratie, la liberté, notre pays méritent bien quelques sacrifices mais il faut des chefs d'État courageux qui prennent des actes forts. Avec réalisme et une vision claire.

Plusieurs pays viennent de signer des contrats de sécurité avec l'Ukraine s'engageant sur 10 ans à la soutenir. De nombreux autres suivront. Le Danemark vient d'annoncer envoyer l'entier de son armement à Kiev. Le neuf. L'UE lance enfin une économie de guerre. Je voudrais tant que notre pays aussi soit à la hauteur des événements, que l'on se défende avec des moyens suffisants, justes et généreux. La Suisse n'est pas qu'égoïste. Enfin, je veux le croire...



Votations fédérales du 3 mars 2024 Recommandations de vote

Initiative populaire du 28 mai 2021 « Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13^e rente AVS) » **NON**

Initiative populaire du 16 juillet 2021 « Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne (initiative sur les rentes) » **OUI**

L'année de tous les dangers

Des démocraties à sauver



par Florence Bettschart-Narbel,
présidente PLR Vaud, députée

L'année 2024 va être une année riche en votations en Suisse et en élections autour du monde qui auront un impact au-delà de leurs frontières. Si je me suis déjà penchée sur les votations du 3 mars prochain pour lesquelles notre parti recommande le NON à la 13^e rente et le OUI à l'initiative sur les rentes des Jeunes PLR, c'est une réflexion sur notre idée de la démocratie que je souhaite partager.

Seuls, nous ne sommes pas grand-chose et ce n'est qu'en s'alliant, en travaillant conjointement, en trouvant des compromis que nous arrivons à des résultats. Or, ces derniers temps, l'on constate que nous, et quand je parle de nous, c'est l'ensemble des citoyens, nous avons de la peine à trouver des avantages au compromis. Notre monde se polarise, les médias,

d'ailleurs, ne sont intéressés que par des prises de position extrêmes, les réseaux sociaux sont le lieu de règlements de compte hors contexte dont les politiques sont les premiers à faire les frais.

Un des enjeux majeurs de notre futur est la désinformation ou en bon anglais les fake news. Les élections américaines sont à ce sujet particulièrement sensibles. Donald Trump, suivi par une partie de la population américaine, qui ne s'informe que par les réseaux de Donald Trump ou Fox News, assène jour après jour des contrevérités, des mensonges et se présente avec des idées proches des pires dictatures que nous avons connues dans le passé. Ce qui se passe aux États-Unis est très grave et ne devrait pas nous laisser indifférents. C'est aujourd'hui une des plus grandes démocraties qui est en danger: Joe Biden l'a bien compris en insistant sur ce thème cher aux Américains.

Quant aux élections russes, l'on ne peut les considérer que comme une parodie de démocratie.

Si Trump est élu, le soutien des États-Unis à l'Ukraine n'est plus du tout garanti. La guerre est difficile pour l'Ukraine en ce moment et risque de la plonger dans une défaite. Les analystes

le disent. Si l'Ukraine tombe, la situation de certains pays de l'Est, notamment les pays Baltes, sera extrêmement difficile, quoiqu'en dise Poutine. Ces pays sont des membres de l'OTAN et les conséquences pour l'Europe entière seront importantes.

Les équilibres géopolitiques sont actuellement mis en danger, que cela soit dû à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ou la situation au Moyen-Orient suite aux massacres du 7 octobre en Israël.

Cela démontre à quel point les actions des uns et des autres sont interconnectées. Avec la liberté tant chérie des Vaudois doit être défendue à tout prix la démocratie: celle qui fait que nous pouvons nous exprimer librement, même si nous ne sommes pas d'accord; celle qui nous permet de nous engager dans la politique, dans le monde associatif,

culturel, sportif en ayant des objectifs différents.

Ce sont des combats que nous devons mener, même à notre niveau cantonal, pour défendre inlassablement la démocratie, seule garante de notre liberté.

Seuls, nous ne sommes pas grand-chose et ce n'est qu'en s'alliant, en travaillant conjointement, en trouvant des compromis que nous arrivons à des résultats.

publicité



d'Silence acoustique sa

Bureau d'études

A l'écoute de votre silence

Acoustique des salles,
du bâtiment,
de l'environnement

021 601 44 59
www.dsilence.ch

Retarder la transition énergétique est irresponsable

par Jacqueline de Quattro,
conseillère nationale PLR Vaud

Il y a bientôt sept ans les Suisses ont approuvé la Stratégie énergétique 2050, avec plus de 58% de oui. Le canton de Vaud, pionnier en matière de transition énergétique, l'a acceptée avec un score canon de 73.5% de voix. Or voilà que cette transition est remise en cause par un référendum et par le lancement de deux initiatives populaires. Des offensives aussi dangereuses qu'irresponsables, qui vont non seulement à l'encontre de la volonté populaire mais qui mettent aussi en danger la sécurité de notre approvisionnement en électricité et le développement de nos ressources renouvelables.

Pour écarter tout risque de pénurie, le Parlement a révisé la loi sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité, le fameux «*Mantelerlass*». Il a été bâti sur de solides compromis. La réforme comprend à la fois des objectifs ambitieux et plusieurs mesures de soutien. Et elle ne prévoit aucune taxe.

De nombreux intérêts ont été pris en compte, des propriétaires fonciers aux pêcheurs. Des améliorations ont été apportées en matière de stockage et de transport de l'énergie. Cette révision permet à la Suisse de gérer plus efficacement les ressources renouvelables dont elle dispose.

Avec leur référendum irresponsable, les opposants torpillent ces avancées incontournables. Ils ne sont prêts à aucun consensus, à aucune pesée d'intérêts. Il est donc important que les Suisses réaffirment dans les urnes, le 6 juin, leur détermination à garantir un approvisionnement en électricité sûr, durable et indigène, basé sur des solutions pragmatiques et économiquement supportables.



Le référendum n'est pas le seul écueil : l'Association «*Paysage libre*» a lancé deux initiatives populaires qui veulent rendre plus difficile la construction d'éoliennes. Cette énergie, qui joue un rôle essentiel dans le mix énergétique, est à la traîne dans notre pays. Elle produit pourtant les deux tiers de son électricité en hiver. Continuer à s'opposer aux éoliennes est une aberration dans le contexte actuel car la demande en électricité ne cesse d'augmenter.

D'autres mesures seront encore nécessaires, pour garantir notre indépendance énergétique et sortir des énergies fossiles. Il est ainsi urgent de rationaliser et accélérer les procédures d'autorisation. Un complément indispensable au «*Mantelerlass*». Le National a déjà donné son feu vert à un projet dans ce sens. Enfin il ne faut pas fermer la porte à aucune nouvelle technologie, y compris à la recherche sur l'atome.

Si nous voulons éviter que la Suisse se retrouve un jour dans le noir et que notre facture d'électricité continue à prendre l'ascenseur, nous devons dire oui le 6 juin prochain à la réforme de la loi sur l'énergie et repousser toutes les tentatives visant à ralentir la transition énergétique.

Continuer à s'opposer aux éoliennes est une aberration dans le contexte actuel car la demande en électricité ne cesse d'augmenter.

Un non à la révision de la loi sur l'énergie aurait des répercussions sur notre quotidien. La facture de l'électricité augmentera aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. Et par effet de domino, cette hausse sera répercutée sur les biens de consommation. Ce qui ne sera pas sans conséquences sur l'inflation.

La nécessité du libre-échange



par Christopher Ulmer,
secrétaire général PLR Vaud

Le libéralisme économique et le libre-échange n'ont malheureusement plus le vent en poupe. Pourtant, les échanges internationaux sont l'une des clés du succès helvétique. La Suisse gagne un franc sur deux à l'étranger et nos places de travail, actuelles et futures, dépendent de liens économiques solides avec l'étranger, y compris avec les pays émergents.

Bien que l'Union européenne soit d'une importance capitale pour notre économie, les plus de 160 pays en-dehors de l'UE sont également prépondérants pour pérenniser nos emplois et renforcer notre pouvoir d'achat. En 2022, les USA, la Chine et l'Inde étaient respectivement la première, la troisième et la sixième destination des exportations suisses. La perspective d'un accord de libre-échange avec les États-Unis semble avoir été remis aux calendes grecques et la Chine ne respectant pas toujours le traité de libre-échange en vigueur, il est plus nécessaire que jamais pour la Suisse, nation exportatrice par excellence, de conclure de nouveaux accords.

L'Inde, un mastodonte de 1,4 milliard d'habitants pour un âge moyen de 30 ans, est un excellent candidat.

Fin janvier, Guy Parmelin a annoncé que l'Inde et l'Association européenne de libre-échange (AELE), dont la Suisse est membre avec l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein, avaient arrêté les grandes lignes d'un accord de libre-échange, après 16 ans de négociations.

Dans la foulée, economiesuisse rappelait que « l'économie indienne a enregistré une croissance de 6 à 9 % au cours des cinq dernières années et que son potentiel de croissance est considéré comme très important ». L'énorme marché indien est également prometteur pour le Pays de Vaud, sixième canton exportateur et troisième pour l'horlogerie en 2022 (source : « *numerus VD* »). Le contenu de cet hypothétique accord n'est pas encore connu et quelques questions, notamment en lien avec la propriété intellectuelle, demeurent. Affaire à suivre donc.

Autre bonne nouvelle, l'AELE vient de moderniser son accord de libre-échange avec le Chili, l'un des pays les plus riches d'Amérique latine. Selon le SECO, les exportations suisses bénéficieront d'un accès élargi et sans droits de douane.

Des négociations sont également en cours entre l'AELE et le bloc du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). Un accord avec quatre pays

sud-américains, qui représentent près de 300 millions de consommateurs, pourrait être conclu cette année, s'est réjoui Guy Parmelin.

Bien que les éventuelles réticences des milieux paysans doivent être entendues, rappelons qu'il est indispensable pour un petit pays comme le nôtre de diversifier nos relations économiques. Cela est particulièrement le cas concernant les pays de livraison des biens agricoles, comme nous l'a démontré l'exemple ukrainien. Le Brésil est un important fournisseur de métaux précieux, d'hydrocarbures et de produits agricoles pour la Suisse (minerai de fer, pétrole, soja, café). L'AELE est aussi en discussion avec le Vietnam (100 millions d'habitants), la Thaïlande (72 millions) et la Malaisie (33 millions).

Toutefois, et même si nous nous devons d'avoir une vision à long terme, l'UE et les États-Unis resteront encore longtemps les partenaires commerciaux principaux de la Suisse. En effet, comme le soulignait récemment Avenir Suisse, « si on suppose que la croissance des exportations dans le commerce Suisse-Inde soit de 10 % par an et que les exportations suisses vers les États-Unis et l'UE soient gelées au niveau de 2022, il faudrait alors attendre 2056 pour que les exportations vers l'Inde atteignent le niveau actuel des exportations vers les États-Unis et même 2066 pour que le volume actuel des exportations vers l'UE soit atteint. »

Dans un monde imprévisible où les crises se succèdent, une chose est sûre : nos places de travail et notre pouvoir d'achat sont intimement liés à notre capacité à sceller de nouveaux accords commerciaux aux quatre coins de la planète.

Il est plus nécessaire que jamais pour la Suisse, nation exportatrice par excellence, de conclure de nouveaux accords.

publicité

**Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion**

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

Le monde merveilleux des autruches

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

La jeunesse a besoin d'optimisme, de progrès fondamentaux, d'espoir en l'humanité, en une vie meilleure. L'histoire se répète avec quelques bémols qui permettent aux incultes de ne pas y faire référence, aux insoucients de ne pas s'en préoccuper, aux « salopards » d'en rire... La pression permanente de l'information à flux constant, avec son lot systématique de « fake news », cette vérité alternative, néologisme inventé par Trump, a ainsi ouvert grandes les portes du mensonge, à la manipulation où menteurs et bourreaux se présentent en victimes, réécrivent l'histoire, inventent les chiffres, sauvés par un électorat inculte ou naïf qui croit ces factices vérités, faute de comparaison.



Les chaînes d'infos, même les plus sérieuses tombent elles aussi dans le panneau. Des émissions entières consacrées, jour après jour, à l'interview propagandiste de Poutine avec le célèbre Tucker Carlson, arme informationnelle de premier ordre de la campagne trumpiste, ouvertement pro-russe en est un bel exemple. Mais est-ce bien le moment Darius Rochebin? Juste après, sous prétexte d'objectivité, une interview d'un philosophe ou une discussion sur la morale pour rattraper le coup. Mais le mal est fait. Poutine s'est vu ouvrir les micros pendant des heures sur nos plateaux et nos réseaux sociaux à présenter ses contrevérités négationnistes à notre opinion publique. Que sommes-nous? Masos ou idiots? Lâches ou inconscients? Dominés par notre égo, complices? Tout est possible et c'est inquiétant pour la suite.

Mais quelle suite justement? Une guerre impitoyable est à notre porte depuis deux ans déjà. Qui s'en préoccupe vraiment dans sa vie quotidienne?

Quelle est donc notre conscience des réalités existentielles d'un monde en train de changer sous nos yeux? Où l'on crache impunément sur la démocratie, les droits humains, le respect, l'humanité, sur le droit à l'équité encore plus que l'égalité que l'on sait impossible. Le deux poids, deux mesures.

Comment se préparer à une guerre que l'on ne veut pas même imaginer possible? Nous voilà à mettre la poussière sous le tapis, notre jeu favori semble-t-il...

Comment se préparer à une guerre que l'on ne veut pas même imaginer possible?

Et si cette guerre finalement arrivait bel et bien? Demain, après-demain? Jamais, diront ceux qui ne veulent rien faire, rien changer, les champions du ménage sans bouger les meubles...

Que sommes-nous? Masos ou idiots? Lâches ou inconscients? Dominés par notre égo, complices?

Que se passerait-il dans notre pays? La Suisse consacre moins d'un pour cent du PIB à sa défense. Si on était membre de l'OTAN, on serait le cancre de la classe. Les Autrichiens, nos voisins neutres mais quasiment sans armée nous envient la nôtre et font encore moins bien. Notre armée est à bout de liquidités. Il manque 30 milliards... Et bien tant pis. On met le paquet sur une austérité financière pour récupérer les pertes dues au Covid... Nous sommes le troisième pays au monde au plus bas niveau d'endettement mais peu importe. Il faut redresser la barre à tout prix au cas où on aurait un pépin. Ah bon c'est peut-être le moment non?

Sauver les banques c'est bien, protéger le pays, c'est pas mal non plus. Il y a des jours où je ne comprends plus mon parti et ses obsessions du frein à l'endettement même s'il est constitutionnel. Quarante pour cent du PIB, tel est le montant de la dette souveraine suisse. Petit rappel, on était à 25% avant le Covid.

Parlons défense concrètement. Avons-nous assez de matériel militaire, canons, obus, protections antimissiles? Car le danger en cas de conflit viendrait du ciel et des réseaux informatiques. Pas d'invasion mais destruction du pays... De combien en disposons-nous? Comment se porte notre industrie d'armements à objectifs intérieurs? Est-elle en mesure de fournir suffisamment d'armes à notre armée? Je n'en sais rien. La question aujourd'hui est de savoir si nous en avons assez. Personne ne viendra nous aider. Le revers de la médaille de vouloir rester tout seul. « *L'armée, c'est pas bien. L'OTAN, ah non jamais...* » Notre nouvelle équipe de cybersoldats est-elle

Dossier sécurité du pays : le temps de l'action



suffisante pour défier, contrer les plus grands hackers du moment que sont les Russes et les Chinois? Bref l'armée a-t-elle ce dont elle a besoin en cas de guerre? Combien d'argent et de temps lui faut-il pour se mettre à niveau? J'espère que dans l'ombre, tout se prépare mais la population n'a pas l'air de réaliser la potentialité du risque. Inquiétant.

Si on était membre de l'OTAN, on serait le cancre de la classe.

Des hauts gradés de l'OTAN indiquent qu'une rafale de missiles sur les villes européennes au rythme de ce que vivent les Ukrainiens, l'Europe ne tiendrait pas longtemps, voire pas du tout. Nos infrastructures vitales, aéroports, autoroutes, barrages, centrales électriques, centres hospitaliers notamment seraient détruits vite fait bien fait car pas suffisamment protégés sur la durée pour des attaques de masse. Le risque d'une guerre en Europe n'a pas même été un sujet de campagne des élections fédérales. Sidérant. Quelques discussions sur l'Europe ici ou là. Mais

les attaques, l'invasion d'un pays souverain, le non-respect du droit international, le multilatéralisme naissant, la mise en danger de la démocratie, le déclin de l'hégémonie américaine et ses conséquences pour nous Européens, pas grand-chose en fait. On fait comme si de rien n'était. Chacun dans sa petite vie... On verra bien... Le monde merveilleux des autruches... C'est normalement dans ces moments-là qu'un peuple doit se demander ce que signifie son appartenance à un pays. Ce qu'il est prêt à faire pour le défendre ou alors préférer la lâcheté en le laissant aux mains de plus forts sans résistance et peut-être s'expatrier. À quoi bon... Je ne veux pas que notre neutralité soit prétexte à notre lâcheté, à notre faiblesse. Et pourtant... Il est des circonstances où l'on doit changer sa vision des choses. Les Finlandais et les Suédois, neutres tous les deux, viennent de le faire. Ont-ils trahi? Souvent je me demande ce que dirait ou ferait aujourd'hui un Jean-Pascal Delamuraz, lui qui mettait l'être humain au centre des préoccupations politiques, lui qui avait en son temps affronté les attaques brutales, les menaces, le chantage des Américains sur les fonds juifs en déshérence,

l'ère Clinton... Il a perdu la bataille bien sûr mais s'est battu, la pression était trop grande et nous trop petits... La neutralité ne protège pas de tout, même pas de nos alliés, nous qui représentions pourtant les USA en Iran et à Cuba. Les forts forcent la main et menacent, les faibles se battent et capitulent... ou préfèrent capituler tout de suite sans se battre. Et il y a ceux qui regardent ailleurs. La realpolitik n'a jamais de morale, elle n'a que des intérêts. D'où l'importance de faire peur aux plus petits mais attention, quand un petit devient plus grand, plus fort ou le grand devient plus petit, la donne change de mains... C'est ce qui se passe aujourd'hui... Les BRICS montrent leurs muscles et l'Occident global, auquel la Suisse appartient, attaqué de toutes parts est moins flamboyant. Il semble ne même pas savoir

se défendre. Top faible, trop lâche, trop insouciant, trop inconscient? Des mots qui reviennent souvent ces temps-ci. À nous de ne pas nous tromper d'alliés. Il faut donc impérativement anticiper et se préparer au pire qui n'est jamais loin. Et maintenant est venu le temps de l'action.

Le danger en cas de conflit viendrait du ciel et des réseaux informatiques.

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney



Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.ch

Une initiative communale très réussie

par Alexandre Berthoud,
vice-président PLR Vaud, député

et Pierre Gasser,
président de CAPP

Le collectif CAPP – Collectif Aménagement et Parking Place d'Armes –, initié par la SIC d'Yverdon-les-Bains et épaulé par les partis de droite, a récemment obtenu un beau résultat dans sa démarche en faveur du réaménagement de la place d'Armes à Yverdon-les-Bains.

Avec plus de 4500 signatures récoltées, dont 3900 valables, l'association a réussi à mobiliser un magnifique soutien de la population de la commune d'Yverdon-les-Bains. Malgré la portée régionale de cette initiative, l'enjeu était de faire signer uniquement les citoyennes et citoyens d'Yverdon-les-Bains.

Ces signatures témoignent de l'importance accordée par les habitants d'Yverdon-les-Bains et de sa région à la création d'un espace vert et de rencontre en surface, ainsi qu'à l'aménagement d'un parking souterrain de l'ordre de 1000 places. Ces aménagements sont essentiels pour compenser la suppression des 800 places de stationnement existantes en surface dans le périmètre du centre-ville, ainsi que



des 180 places de «Park and Rail» qui seront supprimées derrière la gare.

Le comité d'initiative, composé de membres domiciliés sur la Commune ainsi que de personnes qui regroupent les intérêts de toute la région du Nord vaudois, insistent sur le fait que la nouvelle place d'Armes doit être un lieu de rencontres, de fête, de détente et de socialisation, répondant ainsi aux besoins de la ville, de ses habitants et de ceux de la région. De plus, le maintien du nombre de places de stationnement au centre-ville est crucial pour les habitants, les commerçants et les entreprises de la région. En effet, habiter au centre-ville ne doit pas exclure le droit d'avoir un véhicule. Et permettre à tous de venir à Yverdon en voiture doit rester un objectif, afin d'éviter de pénaliser ceux qui en ont besoin pour le travail, la famille ou en raison d'une mobilité réduite.

En soutenant les commerces du centre-ville, le comité d'initiative CAPP reconnaît leur rôle essentiel dans l'économie locale. Ceux-ci attirent non seulement les 30 000 habitants d'Yverdon-les-Bains, mais également près de 50 000 personnes vivant dans les communes du Nord vaudois. Ces commerces contribuent aux revenus de la ville grâce aux impôts et aux emplois qu'ils génèrent. Il est donc primordial de maintenir une offre variée de commerces et d'artisans locaux pour préserver l'attractivité du centre-ville.

Le résultat positif de la récolte de signatures est une étape importante pour le

collectif CAPP. Cela démontre le soutien de la population envers le projet de réaménagement de la place d'Armes et renforce sa légitimité.

Le collectif CAPP reste déterminé à promouvoir un réaménagement de la place d'Armes qui réponde aux besoins de la ville tout en préservant les intérêts des habitants, des commerçants et des entreprises de la région. Grâce à la mobilisation de la population, il espère que sa voix sera entendue et que le projet pourra se concrétiser dans l'intérêt de tous.

Suite à la validation des signatures, la Municipalité d'Yverdon-les-Bains doit présenter un préavis à son Conseil communal et sans doute que l'avenir de ce pan important de l'avenir économique du Centre de la deuxième ville du Canton se jouera dans les urnes.

Aussi, nous pouvons déclarer que la récolte de signatures a rencontré un grand succès, grâce à la disponibilité et à la volonté de certains membres du comité d'initiative, sans avoir recours à de grands moyens financiers. C'est l'occasion, à travers ce texte, de les remercier chaleureusement.

Il y a d'autres villes dans notre canton qui rencontrent les mêmes soucis qu'Yverdon-les-Bains, c'est l'occasion de mettre en place une démarche similaire.

publicité

LA MAGIE DU BOIS!

VOLET
CHARPENTIER/BATISSEUR
T. 021 926 85 85
St-Légier

La CROIX
CHARPENTIER/BATISSEUR
T. 021 926 85 95
Mts-Pully

KURTH
CHARPENTIER/BATISSEUR
T. 024 486 85 85
Orbe

JOTTERAND
CHARPENTIER/BATISSEUR
T. 021 637 85 85
Rolle

PORCHET
MENUISIER/CREATEUR
T. 021 908 06 80
Maracon

VOLPROD
CENTRE DE TAILLE / ASSEMBLAGE S.A.
T. 024 420 78 85
Aigle

**GIROUD
TERRAPON**
CHARPENTIER/BATISSEUR
T. 026 656 13 14
Siviriez

► Sept sociétés,
une même identité
pour un service

- plus proche
- plus fiable
- plus flexible
- plus complet



www.groupe-volet.ch

CHARPENTE · OSSATURE BOIS · ISOLATION · FERBLANTERIE · COUVERTURE
FENÊTRE · PORTE MENUISERIE · AGENCEMENT · ESCALIER · TERRASSE · TONNEAUX

Les questions à se poser en termes de santé

par Catherine Labouchère,
présidente de la Commission santé
et affaires sociales du PLR Vaud

Si les primes maladie 2024 ont fortement augmenté, les premières statistiques des coûts de 2023 déterminant la tendance pour les primes 2025, démontrent qu'elles seront de nouveau à la hausse. Ce ne sera plus supportable pour la population. Il est donc urgent de se poser les bonnes questions car il y a des années que l'on cherche à sortir de ce serpent de mer.

Comme *Anne ma sœur Anne* on ne voit rien venir ou si peu. Certes, on peut évoquer que dans un pays fédéraliste comme le nôtre avoir une concordance parfaite relève de l'utopie, mais il y a une hypocrisie certaine à dire que ce n'est pas possible de se retrouver au moins sur des éléments essentiels. En bref, que veut-on? Une qualité et une accessibilité aux soins, ces deux critères ne sont pas contestés. Où le bât blesse ce sont les méthodes pour y arriver. Les avis divergent, les parties montent au créneau pour défendre leurs pratiques. Pêle-mêle on y trouve les hôpitaux publics et privés, les corps médicaux et soignants, les pharmas, les assurances, les défenseurs de la médecine traditionnelle et ceux de la médecine alternative, les innovations de tous bords, sans parler des procédures qui se complexifient soi-disant pour mieux contrôler. Les patients que l'on dit être au centre des préoccupations, voient passer le train et sont, sinon captifs, du moins perplexes, alors ils consomment car ils n'ont guère d'alternative. Loin de moi de critiquer toutes les personnes qui soignent les malades, l'immense majorité accomplit ses tâches au mieux, mais elles sont aussi les victimes d'un système qui a perdu sa



boussole. La question que l'on ne pose pas ou trop peu est la suivante: si on agissait avant de recourir aux soins? La prévention, parent pauvre du système de santé suisse, mérite d'être valorisée et promue. Ne pas la confondre avec la médecine prédictive, bien différente. Cette dernière, si elle peut être utile dans certains domaines, notamment au cours de la grossesse, n'est pas à utiliser sans précautions et garanties pour éviter des facteurs anxio-gènes, voire délétères. Le recours aux innovations, surtout technologiques, a permis et permet d'immenses progrès, mais comporte aussi des défauts en termes de dialogue avec les patients, faute de temps. Fort de ces constats le système s'est emballé, moins d'humain et plus de coûts. Quant à la qualité cela reste à vérifier.

Alors comment procéder pour réformer les structures existantes? L'idéal serait de repenser tout le système depuis la base. Or, cela relève plus d'une déclaration d'intention que de la réalité. Ce qui est par contre faisable, c'est à travers des concertations cantonales,

intercantonales et multipartites de travailler sans tabou autour des critères énoncés plus haut (qualité et accessibilité) pour trouver des solutions acceptables et finançables. Le PLR Vaud s'y attelle en organisant des ateliers de réflexion sur la santé. Patients, soignants et politiques ont tout à gagner d'une entente sur ce thème pour poser les bases d'une collaboration et une coordination au service de la santé. Cela passe notamment par des réformes de la formation liée à tous les aspects de ce domaine. J'ose croire que ce «*momentum*» tant attendu dans les esprits va passer de concrétisation, non seulement initiée mais suivie. Ne dit-on pas que nécessité fait loi?

La prévention, parent pauvre du système de santé suisse, mérite d'être valorisée et promue. Ne pas la confondre avec la médecine prédictive, bien différente.

Pour votre publicité dans

TRIBUNE **urbanic**
Régie publicitaire

Chemin de Sous-Mont 21 - 1008 Prilly - info@urbanic.ch - Tél. 079 278 05 94

Une économie fragilisée

par Pierre-André Romanens,
député, vice-président
du Groupe PLR au Grand Conseil

Winston Churchill disait: «Certains personnes considèrent le chef d'entreprise comme un homme à abattre. Ou une vache à traire. Peu voient en lui le cheval qui tire le char».

Je partage volontiers la fameuse citation de Winston Churchill.

Créer, maintenir, développer, une entreprise de nos jours est une épreuve au quotidien. Mais ne nous lamentons pas car ceux qui ont souhaité cette vie: de liberté, être indépendant, être une personne qui n'a pas peur de prendre des risques, ce choix ils l'assument. Du reste je fais partie de ce monde.

Au premier jour, c'est ce bon côté de la pièce qui nous motive. Quand on découvre l'autre côté, les choses sont un peu plus compliquées, elles deviennent même fastidieuses. Ce côté déprimant fatigue plus d'un entrepreneur et aussi nos cousins les agriculteurs.

Nous devons admettre que nous sommes en grande partie responsables de nos soucis actuels «nous



n'avons rien vu venir» et aujourd'hui nous subissons :

UNE CHARGE ADMINISTRATIVE

qui prend de plus en plus de place dans notre quotidien.

UNE RARETÉ DES TERRAINS

alors que nous avons besoin de place pour l'installation et le développement de nos entreprises.

NOS ROUTES SONT SATURÉES,

de ce fait, nous perdons beaucoup de temps pour nos transports et nos déplacements.

UNE CONCURRENCE RUDE

sur le plan intercantonal voire international.

UNE MAIN-D'ŒUVRE DE MOINS EN MOINS QUALIFIÉE

et plus rare que jamais.

Mon message n'a pas pour objectif de pleurnicher mais il se veut une réelle prise en compte politique et civile pour nous faire prendre conscience de la fragilité de notre économie. Nous devons toutes et tous arrêter de mettre des bâtons dans les roues du char que notre pauvre cheval n'arrive bientôt plus à tirer.

Offrons des perspectives à nos futurs entrepreneurs et laissons fructifier ces jeunes talents tout en respectant les entreprises établies qui sont la stabilité de notre économie.

publicité



Boutique de prêt-à-porter

Costumes
Roy Robson



Avenue de la Gare 1
Lausanne
temps-forts.ch - 021 351 45 01

Y'en a ras-la-patate !

par Laurence Cretegny,
députée

Depuis le début de l'année, ça gronde dans les campagnes et le mouvement s'amplifie, se propage comme une onde à travers le monde. On se monte les uns contre les autres, d'un pays à l'autre. Chaque paysan, chaque paysanne souhaitant vivre de son travail, que ce soit en Suisse, en France, en Allemagne ou encore en Roumanie voire à l'autre bout du monde.

Les agriculteurs et agricultrices et toutes celles et ceux qui vivent des métiers de la terre en ont gros sur la patate! Et pourtant, encore faudrait-il que nous ayons assez de plans de patates «suisses» pour en produire... car plus d'un tiers devra être importée pour l'année 2024 et je ne vous parle pas des céréales et du lait. Ce dernier, en 10 ans, a connu un recul de trente million de litres... et des fermes laitières continuent à se fermer; le cheptel bovins vaudois a ainsi perdu 5,7% de son effectif dans le canton de Vaud, de ce fait notre taux d'auto-provisionnement en 2020 est passé à 62% alors qu'en 2010, il était encore de 79%. Pire encore, si l'on prend en compte la production dont la transformation a été réalisée dans notre canton, ce taux a passé à 48%.

Et on nous parle de fermer les frontières aux produits qui ne seraient pas cultivés aux normes suisses, les plus restrictives du monde en matière de protection de la biodiversité. D'ailleurs nous allons devoir nous prononcer prochainement sur une initiative demandant «encore» plus de biodiversité. La biodiversité nous en avons besoin, nous devons en prendre soin mais NON nous ne devons pas lui dédier encore plus de surfaces car se sont nos cultures qui «sont» notre source de vie! Si cette initiative sur la biodiversité venait à être acceptée se sont plus de 11 000 hectares que nous perdrons de surfaces cultivables!



Mais revenons aux revendications du monde agricole de ces derniers mois qui demande :

- moins d'administration;
- le refus de mesures environnementales supplémentaires;
- une meilleure reconnaissance de leurs métiers;
- le maintien de l'enveloppe financière pour 2025.

Oui, le maintien des paiements directs. Nous osons le demander, alors que la Confédération annonce des coupes dans le budget. Mais qu'est-ce que les paiements directs et que couvrent-ils? Premièrement c'est à mettre sur le compte de la solidarité. Ce sont des terrains «privés» mis à disposition de la biodiversité et sur lesquels, pour certains, il n'y a pas de cultures. Donc pas de rentrée financière car pas de production. Voici quelques exemples de contributions :

- pour le maintien d'un paysage ouvert;
- pour surfaces en pente;
- à la sécurité de l'approvisionnement;
- à la biodiversité;
- pour la mise en réseau;
- à la qualité du paysage, etc.

Ceci n'est que la pointe de l'iceberg, vous désirez en savoir plus? voici le lien : <https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/direktzahlungen.html> mais je vous en glisse une petite dernière :
■ contribution pour le non-recours aux produits phytosanitaires!
Eh oui, les producteurs et productrices reçoivent une aide financière car les récoltes sont moindres lorsque l'on ne peut pas protéger nos cultures.

Nous avons perdu le bon sens paysan et nous marchons sur la tête, alors je n'ai qu'un mot MERCI.
MERCI pour votre soutien à nos métiers de la terre, MERCI de nous soutenir dans les combats à venir qui seront rudes si nous voulons à nouveau, un jour, produire au moins 60% de notre nourriture en Suisse (actuellement 49%). Mettons en valeur nos produits sans nous isoler du marché mondial et ça nous ne pourrions le faire que grâce à vous.

||||| publicité |||||

TEMPSFORTS
Boutique de prêt-à-porter

mode femme,
chaussures & accessoires



Avenue de la Gare 1
Lausanne
www.temps-forts.ch - 021 351 45 01



Une variété de thèmes pour un seul objectif : améliorer la qualité de vie des Vaudoises et des Vaudois !

par Jérôme Thuillard,
stagiaire en politique parlementaire,
conseiller communal

L'année 2024 est entamée et avec elle arrive une foultitude de thèmes à traiter, démontrant – si besoin était – l'engagement sans faille de nos députées et députés. Jugez plutôt :

Dans le domaine de l'économie et de l'artisanat, la députée **Laurence Cretegnny** a déposé une motion visant à modifier la loi vaudoise sur les auberges et débits de boissons dans le but de permettre aux Municipalités d'autoriser les prises de commandes et la vente à l'emporter de boissons alcoolisées quand elles permettent la tenue de manifestations, de foires ou de marchés.

Pour la mobilité, c'est le député **Grégoire Devaud** qui a déposé un postulat demandant au Conseil d'État de lancer une « pré-étude de faisabilité » sur des propositions de tunnel(s) de la vallée, en partant d'Yverne pour relier Les Ormonts à travers le massif montagneux. Il a poursuivi avec une motion demandant soit une modification de la loi sur les routes, afin que seuls les plans communaux incluant une modification du domaine public, une emprise sur terrain privé ou un impact direct sur le domaine public cantonal



soient soumis à la procédure définie par celle-ci. Mobilité toujours, mais forestière et touristique : dans leur motion, notre député **Sergei Aschwanden** et ses consorts demandent qu'une commission parlementaire se penche sur une modification de la loi forestière vaudoise permettant d'une part d'autoriser la pratique du cyclisme et du cyclisme avec assistance électrique sur les sentiers et chemins pédestres pour autant que cela ne porte pas atteinte à la conservation des forêts et de l'autre, une délégation de la responsabilité du Canton aux Communes dans le but de soustraire les tronçons ne se prêtant pas à une cohabitation avec les randonneurs.

L'aménagement du territoire maintenant, mais en lien avec la fiscalité : la motion de notre député **Jean-Luc Bezençon** fait suite à un récent article de presse et demande au Conseil d'État de revoir à la hausse le prix au mètre carré des terrains agricoles dans les cas d'expropriations, en modifiant la législation cantonale en vigueur dans le cadre de réalisations d'aménagements comme les pistes cyclables.

La fiscalité reste au cœur de la prochaine motion, déposée par le député **Mathieu Balsiger** : elle poursuit deux buts principaux, soit réformer les seuils en matière d'impôt sur les successions et donations en ligne directe descendante, et assouplir les conditions d'application de l'art. 29a de la loi concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations.

Signalons enfin la motion de la députée **Marion Wahlen**, cosignée par 107 députées et députés et demandant que la loi sur le Grand Conseil soit modifiée afin que la Commission des visiteurs puisse mener ses visites dans les lieux de détention vaudois de manière inopinée, sans que le Conseil d'État n'en soit informé.

Retrouvez l'ensemble des objets déposés par la députation ici :



AGENDA

Bloquez les dates !

PLR Vaud

■ Congrès cantonaux 2024

Jeudi 21 mars

Jeudi 13 juin

Jeudi 26 septembre

Jeudi 28 novembre

■ Brunch

Dimanche 25 août

■ Repas de soutien

Jeudi 7 novembre



■ Prochaine parution

Mercredi 20 mars 2024

■ Délai rédactionnel

Lundi 11 mars 2024

Un seul slogan :

abonnez-vous
à **TRIBUNE**...

Continuez de nous suivre



Instagram

instagram.com/plrvaud/



twitter.com/PLR_VD

@PLR_VD



facebook.com/
PLR.LiberauxRadicauxVaudois/
@PLR.LiberauxRadicauxVaudois



Page LinkedIn
PLR.Liberaux-Radicaux Vaud

Paysans, nos essentiels !

par Gabriel Delabays,
conseiller communal, Ecublens,
trésorier JLRV

La révolte gronde dans nos campagnes, dans celles européennes, mais aussi ailleurs dans le monde. Des tracteurs défilent dans les grandes villes, des bottes sont suspendues, des panneaux retournés. Ce n'est pas une simple grogne passagère, mais un véritable cri d'alarme. Si la situation helvétique est différente qu'ailleurs, les autorités à tout niveau doivent tout de même réagir avec le plus grand sérieux à cette situation.



La crise actuelle est révélatrice du fossé toujours plus grand qui s'est creusé entre des populations urbaines et des amoureux de la terre et de la nature dans nos campagnes. On s'arrête maintenant au stand fruits et légumes dans un supermarché sans se poser la question du travail réel qu'il y a derrière la belle salade qui trône au milieu du rayon.

Ou du moins, certains se la posent, mais vivent dans une belle incohérence. Ceux-là même qui ont milité pour l'application de textes comme les initiatives phytos en 2021, qui veulent toujours plus de produits bio, toujours plus d'exigences de la part des agriculteurs, mais ne prennent pas la peine d'aller à leur contact ou ne veulent pas payer le prix décent que mériterait un beau produit issu des champs de nos régions. Nous voterons d'ailleurs, cette année certainement, sur une initiative dite «*pour la biodiversité*», qui exige davantage de surfaces et de fonds publics en faveur de la biodiversité. Un texte qui menace à nouveau nos agriculteurs, alors que les familles paysannes suisses consacrent déjà 19% de leur surface agricole utile à la promotion de la biodiversité, bien plus que les exigences légales.

De même, beaucoup ont tendance à préférer, dans ce même supermarché proche de chez eux, en plein mois de

janvier, des aubergines colorées tout droit venues d'Espagne, au lieu de préférer ce magnifique chou blanc estampillé «*de la région*». Et pourtant, un chou farci à la viande hachée, c'est autant de plaisir dans l'assiette qu'une parmigiana.

Le constat est sévère : nos agriculteurs ont depuis longtemps mauvaise presse, on les accable de mille maux, de participer au réchauffement climatique, on leur demande toujours plus d'exigences, légales ou sociétales, de consacrer toujours plus de terres à la biodiversité tout en leur mettant la pression pour qu'ils nourrissent toujours plus de population. La réalité est tout autre : nos agriculteurs sont des passionnés, qui aiment la terre, et qui ont conscience de l'importance d'avoir une nature saine pour produire de beaux produits. Ils n'ont que deux seules exigences : qu'on leur laisse effectuer leur travail, avec une rémunération correcte.

Or, on leur met toujours plus de pression pour avoir les prix les plus bas possibles. Preuve en est, des producteurs de lait baissent les bras car le prix de «*l'or blanc*» ne permet pas de couvrir les coûts de production. La Suisse risque bien à terme de ne plus pouvoir utiliser ses vaches, dont elle est si fière, comme carte postale. Des initiatives existent pour mieux rémunérer les agriculteurs,

mais elles sont encore insuffisantes. Une transparence accrue de la part de l'ensemble de la distribution sur les prix et les marges serait bénéfique, car elle permettrait aux agriculteurs de mieux pouvoir négocier, et d'avoir des prix dignes leur permettant d'être correctement rémunérés pour leur travail. D'autant que les coûts de production ont tendance à augmenter en raison des pressions liées au contexte international et à l'augmentation du prix des matières premières et de l'électricité.

Ensuite, il y a les exigences de l'État, toujours plus nombreuses. Les exploitations agricoles suisses souffrent d'une augmentation permanente des contraintes et de la charge administrative. Les organisations agricoles ont d'ailleurs remis une pétition dotée de 65 000 signatures au Conseil fédéral, accompagnée d'une pile de 4000 pages de textes de loi. C'est représentatif de la réglementation à tout va dans le secteur agricole et de l'augmentation de la bureaucratie. Les autorités fédérales, l'Office fédéral de l'agriculture en premier lieu, devraient mettre à l'ordre du jour la nécessité de diminuer cette charge administrative. Et aussi collaborer avec les Cantons, qui ajoutent leurs exigences à ce mille-feuille qu'est le fédéralisme. Les normes qui pèsent sur l'agriculture suisse la rende quali-

La balle est dans le camp des consommateurs.

Pensons et retournons consommer local.

Réapprenons à aller au contact de nos paysans, nos essentiels.

tativement meilleure que l'agriculture ailleurs en Europe. Cependant, tout doit être mis en œuvre pour faire en sorte que nos paysans soient davantage dans les champs que dans les formulaires. De même, l'État doit faire en sorte que les agriculteurs expropriés pour des travaux d'infrastructure soient correctement dédommages. Sur la récente affaire des pistes cyclables, Dieu merci, la députation PLR au Grand Conseil a réagi avec célérité. Aussi, il serait important d'inciter à ce que les cantines publiques et scolaires s'alimentent en produits locaux, pour la confection des repas servis dans les institutions subventionnées et les écoles du Canton.

Enfin, la balle est dans le camp des consommateurs. Si ceux-ci étaient pressés d'aller au contact des agriculteurs pendant la pandémie, à la sortie du confinement tous sont repartis au supermarché et la vente directe s'est effondrée, alors que le produit vendu chez le paysan du coin n'est souvent pas plus, voire moins cher, que dans les rayons des géants orange. Pensons et retournons donc consommer local. Car sans nos agriculteurs, pas de carottes, ni de patates, ni de viande dans nos assiettes. Réapprenons aussi à aller au contact de nos paysans, nos essentiels. Certaines faitières mettent d'ailleurs en place des visites à la ferme, des exploitations s'ouvrent pour les brunchs du 1^{er} Août. Pourquoi pas penser aussi à mettre en place, dans les écoles, des courses d'école aux champs et dans les exploitations agricoles, pour pouvoir comprendre à nouveau ce que veut dire le «*travail de la terre*»?

Nouveau secrétaire général adjoint (100%)



Jérôme Thuillard actuellement stagiaire entrera dans ses nouvelles fonctions le 18 mars.

Il remplace **Candice d'Anselme** qui ne reviendra pas à la suite de son congé maternité.

Un grand merci à elle et bravo à Jérôme.



publicité

Confort-lit
DEPUIS 1989

35
ans

Des m² retrouvés
grâce au lit rabattable



YVERDON
Av. de Grandson 60
024 426 14 04



LAUSANNE
Rue Saint-Martin 34
021 323 30 44



GIVISIEZ
Route des Fluides 3
026 322 49 09

www.confort-lit.ch

Libre circulation en Europe : danger

par Pierre Schaeffer

La libre circulation est au cœur de l'édifice européen, instaurée il y a trente ans. Elle délimite un espace d'ouverture, celui du Grand Marché avec ses quatre libertés : biens, personnes, capitaux, services. Riche de sa singularité, elle est aujourd'hui menacée comme si le seuil trentenaire représentait un véritable défi.

Le Grand Marché renvoie d'abord à une exception dans l'histoire économique de l'Europe, le seul précédent étant celui de l'Union latine, accord monétaire plutôt qu'union douanière. Il faut remonter à 1865 quand la France, la Suisse, l'Italie et la Belgique, suivies par la Grèce, décident de créer une monnaie unique, fongible dans les quatre États et reposant sur le poids-or du franc Germinal créé par Bonaparte.

Aujourd'hui, le Grand Marché et l'Union monétaire qui l'accompagne sont menacés par les crises qui frappent l'Europe, Covid et guerre d'Ukraine. Le premier pays membre de l'Union économique et monétaire, tenté par la régression du protectionnisme, peut-être en raison de sa riche expérience, c'est la France, menacée dans un secteur économique qui se confond avec son histoire, l'agriculture en perte de compétitivité, livrée à l'importation et à la surenchère sur le thème de la « *souveraineté alimentaire* ». Les jacqueries paysannes qui ont déferlé sur la France sont le prix à payer de son recul sur le plan agro-alimentaire, attesté par sa chute dans le classement mondial qui l'a fait passer en quinze ans de la deuxième à la sixième place. Par-delà ce constat, il y a les paysans français qui réduisent leur production et s'inquiètent de la disparition de leur activité.

Sous la pression des colonnes de tracteurs qui marchent sur Paris, la réaction du gouvernement français n'a pas tardé : l'agriculture doit être protégée par la réduction des importations,



même venue de l'Union européenne (UE) quand il y a disparité des normes d'un pays à l'autre, plus encore à l'égard des États-tiers de l'UE, comme ceux de l'Amérique latine regroupée dans le Mercosur. La France se trouve en opposition directe sur le terrain d'un éventuel traité de l'UE et du Mercosur, quand l'Allemagne accueille volontiers les importations agricoles d'Amérique du Sud, pour mieux vendre ses produits industriels. La France se trouve dans une situation exactement inverse et souhaite ajourner la signature du traité, objectif qu'elle n'est pas sûre d'obtenir.

Mais il y a plus grave, c'est l'absence de solution durable à la perte de compétitivité du secteur agricole français. Le président Macron a bien présenté à Bruxelles les mesures adoptées sur le plan européen, qu'il s'agisse de l'augmentation de la production ou du revenu des agriculteurs. Il s'est gardé toutefois de préciser quels seraient les acheteurs de cette production et l'impact d'une hausse des prix sur l'inflation. Dans l'immédiat, pour calmer l'ire des paysans français, c'est le gouvernement qui cicatrifiera les plaies en augmentant la dépense publique,

contrairement à l'impératif de réduction des déficits et de la dette.

La crise qui vient de déferler sur la France apporte une certitude, l'apparition de menaces protectionnistes au sein du Grand Marché européen dont la Suisse est membre au nom de sa tradition d'ouverture des échanges. Dans l'immédiat, c'est l'argent public plutôt que le marché qui apportera une réponse aux manifestations paysannes, il est vrai général en Europe. Le Grand Marché est entré dans une période de tumulte qui n'est pas propre à l'Europe et qui avait été inauguré aux États-Unis par la présidence Trump, candidat à sa réélection. Mais il n'y a pas d'alternative pour les États du Grand Marché à l'ouverture, celle de la libre circulation des marchandises portée par une monnaie unique, vecteur de stabilité.

Il faut remonter à 1865 quand la France, la Suisse, l'Italie et la Belgique, suivies par la Grèce, décident de créer une monnaie unique, fongible dans les quatre États et reposant sur le poids-or du franc Germinal créé par Bonaparte.

publicité

CLAUDE FAVRE S.A. www.claude-favre.ch

YVERDON 024 445 36 78
VALLORBE 021 843 14 24
LAUSANNE 021 653 60 60

Spécialiste toitures & façades

Mitt Romney sauve les meubles GOP...

par Fabienne Guignard

Vous avez remarqué, l'ami Donald est en train de retrouver son physique de jeune homme. Il a fondu ces derniers mois. Impressionnant. Au moins trente kilos. Ses petits ennuis lui coupent manifestement l'appétit. Mais reconnaissons-le, physiquement il est mieux qu'avant.

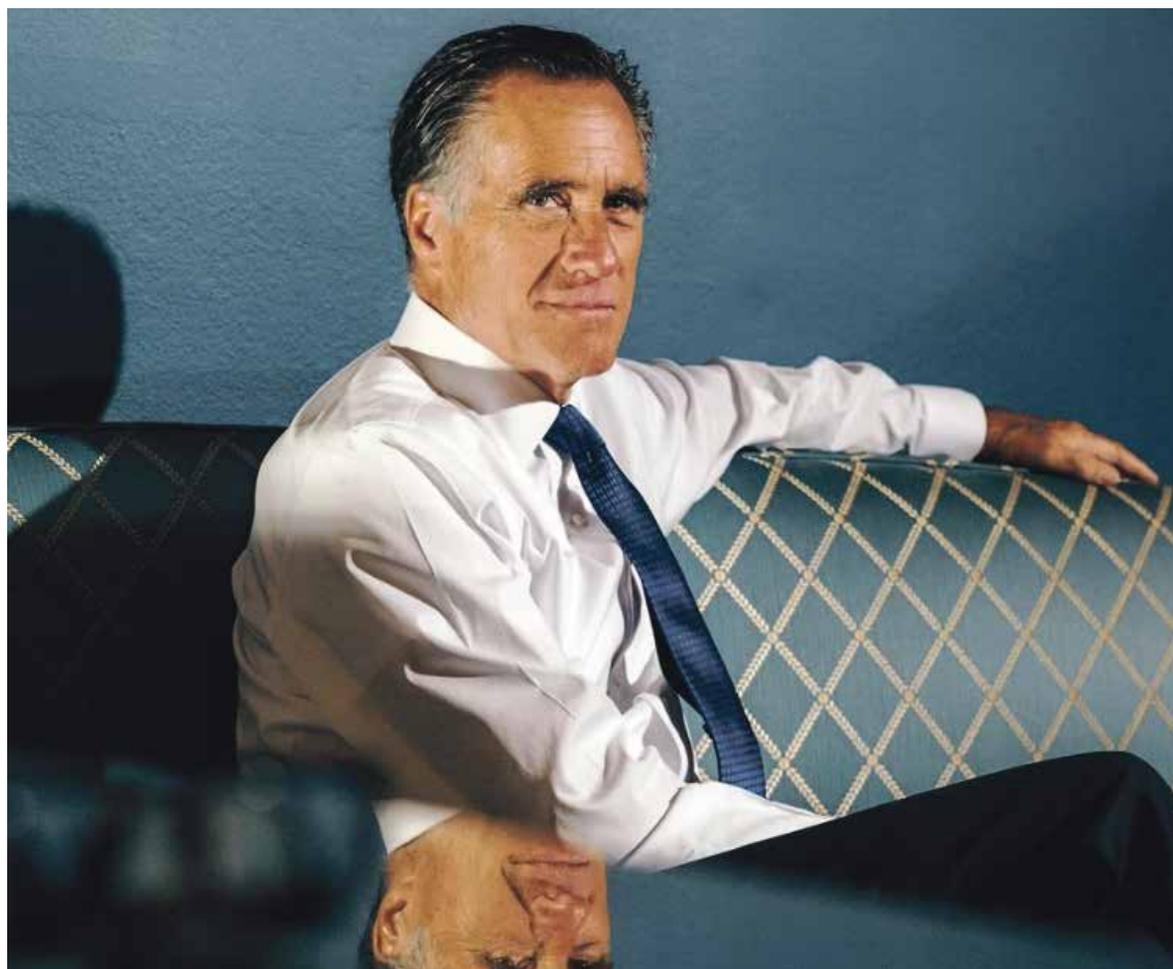
Question look s'entend car pour le reste, la situation a encore empiré. Il a raccourci sa longue mèche à la Jack Dalton, enfin, mais question fond de teint, c'est toujours pas au point, dans l'excès... C'est fou, avec le temps, il devrait avoir la technique «*il faut estomper Donald, avec une éponge... es-t-om-per*». On l'imagine son tube dans sa poche de pantalon pour une petite retouche au cas où. La pluie, ça ne pardonne pas. Comme la grande chaleur, ça coule. Le voilà donc mince et toujours aussi orangé.

N'oublions pas qu'il habite dorénavant en Floride, dans son Golf à la valeur surestimée, au bord de la mer, pour petits vieux fortunés, à participer à des soirées dansantes jet set tous âges, avec plein de jolies playmettes MAGA pour lui faire de grands sourires. Filles, nièces, petites filles de donateurs. Elles se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Même les playmettes seniors...

Si au moins Mitt Romney reprenait du service.

Lui aussi a 77 ans. Il est en pleine forme. Magnifique. Mais les MAGA le détestent.

Elles sont nombreuses forcément. La Floride, l'État des petits vieux riches et refaits... Même coiffure, mêmes robes moulantes, même rouge à lèvres et maquillage clinquant. Très américain



quoi... Mais on ne le voit jamais dans l'eau, poule mouillée va, au contraire de Joe. Il ne sait pas conduire. Il ne sait peut-être pas nager l'ami Donald. C'est possible...

À 78 ans, retrouver un physique de jeune homme doit lui redonner de l'énergie. Il passe son temps dans les tribunaux, dans les meetings, c'est super fatiguant... Franchement, c'est un phénomène... Et ça lui coûte bonbon ses petits escales judiciaires. Nonante accusations tout de même. Et ses petits tours dans *Air Force One* Trump aussi. On voyage en grand. Sacré budget au prix de l'heure de vol. Pour le moment, c'est le parti républicain, le GOP, qui régale. Il paie aussi toutes les factures d'avocats, déjà 50 millions déboursés avec les dons des partisans, of course, car il ne prend rien de sa cagnotte privée. Se rajoutent les 88 millions pour diffamation et menace et les 345 millions de plus pour la fraude aux impôts... Sacré pactole à sortir des coffres...

Un milliardaire qui vit au dépend des pauvres, ça plaît. Mais la source se tarit, il n'y a plus trop de sous qui rentrent pour faire bouillir la marmite. Son adversaire, la jolie Nikkey qu'il insulte à longueur de journée restera en course jusqu'au bout car ses caisses à elle continuent de se remplir. Joe, malgré tous ses malheurs a déjà accumulé une petite fortune de 100 millions pour sa campagne qui continue d'augmenter. Il est peut-être amoindri mais il fait toujours recette... Tout sauf Donald...

Mais bon, les sous, ça compte et le GOP est ruiné. Il n'a plus un rond. À tel point que sa présidente au plan fédéral a dû démissionner. Il faut donc trouver vite fait bien fait un ou une remplaçante qui sera bien sûr un trumpiste dont la mission première et unique sera de donner des sous à son messie. Super idée de Donald. Il présente sa belle-fille Lara. Qu'il ne trouvait en son temps pas assez bien pour entrer dans la famille. Si ses fils n'ont pas inventé l'eau tiède,

leur femmes non plus. Mais jolie, blonde au cheveux longs, une parfaite barbie comme toutes les MAGA.

Mais l'imaginer diriger le parti républicain, enfin faire semblant : la dictature Trump se met en place.

Si au moins Mitt Romney reprenait du service. Lui aussi a 77 ans. Il est en pleine forme. Magnifique. Mais les MAGA le détestent car c'est un des rares opposants aux trumpistes et pro-Ukraine. Tous les défauts. Mais qu'il est beau cet homme, sportif, ancien président des JO de Salk Lake City, vous vous souvenez, et ancien challenger de Georges Bush Junior pour la présidentielle. Il ne faut pas se faire des illusions, des hommes comme ça chez les GOP, il n'y en aura plus avant longtemps. Mais bon c'est lui qui vient de faire basculer le vote de 29 sénateurs sur l'Ukraine. Il faut le soutenir. Voilà pourquoi il sera mon héros du mois de février de *Frivolités essentielles*. Il ne le saura jamais c'est dommage... Ça lui aurait remonté le moral, c'est sûr...